



Union Départementale des syndicats des Alpes-Maritimes

UNE CRISE SOCIALE GRAVE

La CGT des Alpes-Maritimes le réaffirme : les événements graves que connaît notre pays ne se réduisent ni à une crise des banlieues, ni à une crise de la jeunesse, ni à une crise de l'immigration, mais à une crise sociale profonde qui touche et mécontente de très nombreuses couches de la population.

Les véritables et authentiques réponses se trouvent notamment dans la création d'emplois stables, correctement rémunérés, et dans une lutte sans merci contre les discriminations de tous ordres.

Les revendications exprimées par les salariés du privé et du public en lutte le 4 octobre restent d'actualité > **Emplois, pouvoir d'achat, services publics, logement.**

Rappelons que dans les Alpes Maritimes :

- > 50% des salariés sont embauchés en dessous du SMIC ;
- > Des milliers de salariés vivent en dessous du seuil de pauvreté ;
- > Les plus pauvres du département ont un revenu inférieur de 15% à la moyenne nationale des plus pauvres ;
- > Les plus riches ont eux un revenu supérieur de 7% à la moyenne nationale des plus riches ;
- > Il y a dans le département plus de logements vacants qu'il y a de logement sociaux !

Face à la vie chère dans notre département, il est urgent et nécessaire de répondre aux besoins de la population.

De ce point de vue, les services publics jouent un rôle particulier. Leur défense et leur développement, c'est notre affaire à tous.

Notre vie au quotidien est concernée : l'éducation, la santé, les transports, la poste, le secteur des télécommunications, l'énergie, le logement, les équipements sociaux ...

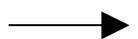
Il faut s'écarter des critères de rentabilité financière qui supposent des clients sélectionnés selon capacité de paiement.

A travers l'attaque contre les services publics, le gouvernement engage en silence le plus grand plan social de suppression d'emplois (des dizaines de milliers d'emplois).

Les services publics ont été d'un immense apport au développement et à la satisfaction des besoins économiques, sociaux et environnementaux.

Ils ont assuré une garantie d'accès aux droits fondamentaux.

C'est d'un service public de qualité et de proximité, fait de compétences, de professionnalisme et basé sur des valeurs républicaines d'égalité et d'accès pour tous dont nous avons besoin.



JEUDI 1^{ER} DECEMBRE

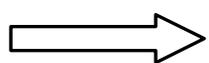
DEVANT LA GARE

THIERS

A 17H30 A NICE

**Rassemblons-nous pour exiger
de vraies solutions d'avenir**

D'autres choix existent pour apaiser le malaise et la crise sociale.



La situation financière des grosses entreprises (CAC 40+22%) permet de mener

- une politique sociale forte
 - une politique de recrutements autrement plus audacieuse :
 - > Pour tous et sans discriminations
-

La CGT condamne fermement le dispositif d'état d'urgence qui ne répond pas aux besoins sociaux et appelle les salariés à exiger des vraies solutions.